La gratuité, cet obscur objet du désir

Les gauches mondiales sont largement orphelines de grands projets émancipateurs, ce que le philosophe marxiste Ernst Bloch nommait des principes espérances, capables de servir de boussole sur le long terme et de donner du grain à moudre pour nos combats quotidiens. Elles ne sont pas encore remises d'une triple tragédie, celle du « socialisme réellement existant », faux nez du stalinisme, celle de la social-démocratie reconvertie en social-libéralisme et celle du mouvement coopératif, mutualiste récupéré par le capitalisme. Le socialisme andin avait certes redonné du sang vif à nos valeurs mais une série de défaites historiques montrent que nous campons encore au milieu du gué. Nous ne sommes pas, cependant, démunis puisque nous avons toujours dans notre musette des concepts essentiels pour penser, agir et rêver le monde de demain. La lutte contre l'exploitation capitaliste et les dominations en forme l'ossature. Le XXe siècle nous a appris que la question du pouvoir est centrale, celle de l'Etat et des titulaires du pouvoir, mais plus largement celle de l'hétéronomie. Le XXIe siècle nous rappelle que nous devons remettre la question des styles de vie alternatifs au cœur de la praxis révolutionnaire pour tenir compte de la crise écologique et des limites qui existent à une croissance économique sans fin. C'est plutôt une bonne nouvelle car cela devrait permettre paradoxalement d'en finir avec toute idée de sacrifice justifié au nom des lendemains qui chantent (puisque tout sacrifice imposé aboutit au renforcement du pouvoir). C'est plutôt une bonne nouvelle car la planète est déjà bien assez riche pour permettre à huit milliards d'humains de vivre bien, car ce n'est pas le manque de richesses (PIB) qui explique la régression sociale mais les inégalités sociales, pas plus que ce n'est un régime alimentaire trop carné qui serait responsable de la faim dans le monde mais la logique de

l’industrialisation agricole capitaliste.

Les gauches mondiales ne pourront renouer avec l’espoir qu’en passant des combats défenseurs, c’est-à-dire des passions tristes, aux passions joyeuses, donc aux alternatives qui nous rapprochent du type de société désiré ! Le principe même de sécurité sociale allait initialement dans ce sens, en évoquant une sécurité sociale en matière de santé, de logement, d’alimentation, etc.

Gilles Deleuze disait que seul le désir (le grand désir de vivre) est révolutionnaire, nous devons donner envie, montrer que c’est possible, faire que chacune de nos conquêtes élargisse le domaine d’une vie post-capitaliste.

L’OIG a lancé pour cela une mobilisation prolongée en faveur de la gratuité, en publiant en septembre 2019 l’inventaire des formes de gratuité existantes et à venir (Gratuité vs capitalisme, Larousse, 2019), en lançant en novembre l’appel Vers une civilisation de la gratuité, la bonne surprise fut qu’il a été signé par tout ce que les gauches comptent de familles, de courants et de sous-courant. Ce succès s’explique paradoxalement par le fait que nous avons mis la barre très haute en ne parlant pas seulement de la gratuité comme une réponse à l’urgence sociale mais du passage nécessaire à une véritable civilisation de la gratuité. Le maître mot du Forum international de la gratuité qui s’est tenu en France le 5 janvier 2019 et a connu un grand succès a été « Construire la gratuité ». La gratuité doit être en effet construite dans tous les domaines, économiquement bien sûr puisque la gratuité ce n’est pas le produit débarrassé du coût mais du prix, ce qui pose bien la question de son financement, donc d’une fiscalité juste. Cette longue marche vers la civilisation de la gratuité est aussi à construire politiquement, juridiquement, socialement, culturellement. C’est pourquoi nous proposons trois règles fondamentales qui constituent la grammaire de la gratuité.

Première règle : la gratuité doit concerner tous les domaines de l'existence et pas uniquement ce qui est nécessaire à la survie comme l'eau vitale par exemple. Deuxième règle : si tous les domaines de l'existence peuvent devenir gratuits, tout ne peut être gratuit et pas d'abord par réalisme économique, mais parce que la gratuité doit être au service d'un projet de civilisation émancipatoire. C'est pourquoi nous proposons un nouveau paradigme valable dans tous les domaines, celui de la gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage. Pourquoi paye-t-on son eau le même prix pour son ménage ou remplir sa piscine privée ? Ce qui vaut pour l'eau s'impose aussi pour l'ensemble des biens communs. Troisième règle : il ne s'agit surtout pas de rendre gratuits les produits existants mais d'utiliser le passage à la gratuité pour repenser les produits/services. C'est vrai pour la gratuité de la restauration scolaire qui doit permettre d'avancer vers une alimentation relocalisée, resaisonnalisée, moins gourmande en eau, moins carnée, une cuisine faite sur place et servie à table ; c'est vrai aussi pour la gratuité de l'eau et de l'énergie élémentaires, des services culturels et funéraires, du logement social, des services de santé, des transports en commun, etc. On ne pourra cheminer vers une civilisation de la gratuité que si on avance sur trois jambes, l'égalité sociale, la transition écologique et l'implication citoyenne. Le livre « Gratuité vs capitalisme » prouve que le bilan de la gratuité est bon socialement, écologiquement mais beaucoup plus faible sur le plan politique.

La gratuité a pourtant besoin de comités d'usagers pour permettre d'avancer sérieusement vers une société des usagers maîtres de leurs usages.

Toutes les expériences le prouvent, loin d'inciter au gaspillage, la gratuité responsabilise, c'est vrai, par exemple, en matière de consommation d'eau. La gratuité des médiathèques prouve aussi qu'il est possible d'avancer vite. Lorsqu'une médiathèque est payante, chacun se conduit comme un

consommateur en voulant pour son argent, en empruntant le maximum. Lorsque la même médiathèque devient gratuite, on assiste à une forte augmentation du nombre d'abonnés, mais à une diminution de 30 à 40 % du nombre d'emprunt, signe que l'abonné entre davantage dans un rapport d'usage que de consommation.

L'heure est donc à multiplier les ilots de gratuité afin d'en faire demain matin de nouveaux archipels et après demain de nouveaux continents. Ce combat ne trouve pas son origine dans nos têtes mais dans les formes de vie pré- et post-capitalistes existantes, dans les mobilisations populaires qui se développent. La gauche est née au début du XXe siècle en inventant le socialisme municipal. La gauche renaitra au début du XXIe siècle en inventant un éco-socialisme municipal dans lequel la question de la gratuité occupera une place centrale. La gratuité est non seulement plus réaliste économiquement que le revenu universel, puisqu'elle coûte six fois moins chère pour les mêmes services, mais davantage émancipatoire car rien n'empêcherait de dépenser son revenu universel pour acheter de sales produits sociaux, écologiques ou politiques, alors que toute extension de la sphère de la gratuité renforce la démarchandisation, la démonétarisation mais aussi la définition collective des besoins.

Paul Ariès

Politologue, directeur de l'Observatoire International de la Gratuité (OIG), auteur de « Gratuité vs capitalisme » (éditions Larousse, septembre 2018).